



Revue de presse



Mardi 07 Mai 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[AFIC10: le rôle central de l'Algérie dans l'intégration économique continentale souligné](#)

La 10e édition du Forum africain de l'Investissement et du Commerce (AFIC10), clôturée dimanche à Alger, a été couronnée par une série de recommandations qui mettent en exergue le rôle central de l'Algérie dans le processus d'intégration économique continentale.

Les participants à ce Forum, organisé par le Centre arabo-africain d'investissement et de développement (CAAID), les 4 et 5 mai, sous le thème "La route vers le marché africain", ont mis en avant "le rôle central de l'Algérie en tant que pôle régional capable de jouer un rôle clé dans l'édification du continent africain".



[Dr Arslan Chikhaoui, expert en géopolitique et en géoéconomie à El Moudjahid : «L'Algérie sera l'interface stratégique en Méditerranée occidentale»](#)

El Moudjahid : En votre qualité d'expert en géopolitique et membre du Conseil consultatif du Forum économique mondial, quelle analyse faites-vous des principaux enjeux liés à la mise en place d'une nouvelle entité maghrébine, dont la première pierre a été posée par les chefs d'Etats algérien, tunisien et libyen, à Tunis ?



[Le Centre National Algérien des Services Numériques opérationnel en 2025 : Le socle de la souveraineté numérique](#)

Le Centre national algérien des services numériques sera pleinement opérationnel dans un délai de 12 mois. C'est ce qu'a annoncé, hier à Alger, la Haut-Commissaire à la Numérisation, lors d'une journée d'information sur le projet de réalisation de ce centre, organisée sous le thème "L'importance technologique et la stratégie économique du Centre National Algérien des Services Numériques".



[Urgent/ Si le rachat de Naturgy venait à se concrétiser: L'Algérie coupe les vannes](#)

Du nouveau dans le dossier d'un éventuel rachat du groupe énergétique espagnol Naturgy. Une sources bien informée et très au fait de marchés gazier, a en effet révélé à La Patrie News, qu'en cas de cession des actions détenues par Naturgy au profit d'une autre entreprise, « l'Algérie procédera à la résiliation du contrat d'achat et de vente signé avec Naturgy et cessera de ce fait, les livraisons de gaz algérien à cette compagnie», de surcroît à l'Espagne, alors que l'Algérie reste le premier fournisseur de gaz du royaume ibérique.



[Les prix du pétrole continuent de grimper](#)

Les prix du pétrole ont augmenté, ce lundi, dans le but de compenser les pertes subies la semaine dernière, avec de nouvelles craintes de réduction de l'offre en raison des tensions géopolitiques.

Cela survient après qu'Aramco a augmenté les prix de vente officiels du brut saoudien pour le mois de juin dans la plupart des régions, et à la lumière des faibles chances de parvenir à un accord de cessez-le-feu à Gaza, ce qui a ravivé les craintes d'une extension du conflit dans le secteur pétrolier le plus important.



[Il a permis à l'Algérie d'engranger 747 millions de dollars en 2023](#)

[Le ciment apporte sa touche](#)

L'industrie cimentière participe significativement à l'augmentation des exportations hors hydrocarbures.

L'Algérie a misé sur son industrie cimentière. Bien lui en a pris. Puisqu'elle est passée de pays importateur à celui d'exportateur. Tout en donnant un sérieux coup de pouce aux exportations hors hydrocarbures.

Les chiffres sont éloquentes. Les exportations algériennes de ciment qui ne dépassaient pas 60 millions de dollars en 2019, ont bondi pour atteindre 747 millions de dollars en 2023. Une performance affichée à l'occasion de la 26e édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2024), qui se tient au Palais des expositions (Pins maritimes) du 5 au 9 mai et qui réunit près de 300 exposants étrangers originaires de quatorze pays étrangers, est considéré comme l'évènement phare du secteur du bâtiment et des travaux publics.



Numérisation de l'Administration et de l'économie nationales

Un immense chantier aboutit

D'ores et déjà, pas moins d'une quarantaine de services publics seront digitalisés à 100%...

Meriem Benmouloud, Haut-commissaire à la numérisation, avec rang de ministre, a encadré, à Alger, une journée d'étude et d'information sur la pertinence du Centre national des services numériques. L'évènement abrité par le Centre international des conférences (CIC) Abdellatif Rahal, a vu la participation de nombreux panélistes et experts, dont des conseillers du président de la République. Ces derniers ont tout d'abord précisé que ce projet stratégique mené en partenariat avec Huawei Consortium consiste en la conception d'un outil qui sert exclusivement l'économie nationale et ne comporte aucun risque quant à la préservation des données personnelles des citoyens et de leur protection, garantie par la loi.



Economie : l'Algérie se tourne vers l'Afrique

Restée pendant longtemps attachée ou figée à une relation foncièrement politique avec le continent africain, l'Algérie revoit sa stratégie vis-à-vis du continent en axant, cette fois, sur les segments socioéconomiques ; des secteurs en retard de développement.

Le ministre des travaux publics et des infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a indiqué samedi que l'Algérie était prête, plus que jamais, à renforcer sa présence au double plan régional et continental. Une option stratégique décidée par les autorités qui ont recentré les objectifs et mis au point un plan d'investissement adossé à une enveloppe initiale d'un milliard de dollars.



Cotation du dinar face à la devise

À la Banque d'Algérie, l'euro se fixe à l'achat à 143.90 DA et à la vente à 143.95 DA. Or, sur le marché noir, l'euro touche 234.00 DA à l'achat et 236.00 DA à la vente.

Le marché officiel met le dollar américain à 134.38 DA et à 134.40 DA à la vente, tandis que, sur le marché noir, se fixe à 217.00 DA à l'achat et à 220.00 DA à la vente DA.



Ouverture des travaux de la journée d'étude sur «l'importance du Centre national algérien des services numériques»

Les travaux de la journée d'étude sur «l'importance du Centre national algérien des services numériques» se sont ouverts, lundi au Centre international de conférences Abdelatif-Rahal (CIC, Alger).



Le SG de l'UGTA à la Chaîne 3: Takdjout pour «un dialogue social, socle d'une gouvernance renouvelée»

Les problèmes des travailleurs ne se résument pas uniquement au pouvoir d'achat ni aux augmentations salariales, a déclaré, hier, Amar Takdjout, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), sur les ondes de la Chaîne 3 de la Radio nationale.

Intervenant dans l'émission «l'Invité de rédaction» de la radio Chaîne 3, le patron de la Centrale, s'exprimant sur un certain nombre de revendications syndicales exposées au président de la République le 1er mai dernier, a mis l'accent sur la nécessité de changement de mentalité dans la gestion des entreprises et l'impératif d'instaurer une culture d'un dialogue social transparent, socle d'une gouvernance renouvelée pour faire avancer le syndicalisme dans notre pays.



لجنة المالية بالبرلمان تتلقى التفاصيل من مديري القطاع البنكي

فتح بنوك جديدة في الجزائر قريبا وهذه أولوياتها

تستعد الحكومة لإطلاق بنوك جديدة، وفق ما اطلع عليه أعضاء لجنة المالية والميزانية بالمجلس الشعبي الوطني، خلال لقائهم مع رئيس الجمعية المهنية للبنوك ومديري المؤسسات المصرفية العمومية والخاصة في لقاءات دامت 15 يوما. وستعمل المؤسسات المالية الجديدة على إنعاش الاستثمار والاقتصاد، ويتعلّق الأمر بـ"بنك الاستثمار" و"بنك إسلامي مستقل" واعتماد بنوك رقمية وأخرى خاصة.

وبالموازاة مع ذلك، سيتم استكمال فتح رأسمال بنك التنمية المحلية على البورصة قبل شهر سبتمبر المقبل، وإنهاء فتح فرع للبنك الخارجي الجزائري بفرنسا وتأسيس فرع جديد للبنوك الجزائرية بساحل العاج، وشروع بنك السكن في تمويل مشاريع القطاع قبل نهاية العام.



بعد إنجاز مركز الخدمات الرقمية بالشراكة مع "هواوي"

بن مولود: نحو إطلاق بوابة رقمية موحّدة لتقديم 40 خدمة عمومية

قالت المحافظة السامية للرقمنة لمريم بن مولود يوم الإثنين، إن المركز الوطني الجزائري للخدمات الرقمية، سيساهم في "تعزيز السيادة الرقمية للجزائر، للمضي بالتدرّج في تحقيق استقلالها التكنولوجي."

وأوضحت بن مولود، لدى إشرافها على يوم دراسي حول المركز، أن هذا المشروع الذي سيتم إنجازه بالشراكة مع مجمع "هواوي" الصيني، سيسمح بـ"استضافة كل البيانات الوطنية داخل التراب الوطني."

INVITÉ HIER DE LA RADIO CHAÎNE 3, TAKJOUT REVIENT SUR LA HAUSSE DU SNMG «Il ne faut pas que cela soit un coup d'épée dans l'eau»

Invité de la rédaction de la Radio Chaîne 3, le secrétaire général de l'UGTA, Amar Takjout, a abordé, hier, plusieurs points relatifs au monde du travail, au SNMG, à la baisse de l'IRG, la question de l'entreprise, la pénibilité au travail et la revendication inhérente au départ à la retraite au bout de 32 ans d'activité et sans condition d'âge. Le patron de la Centrale syndicale a, d'emblée, mis en avant la nécessité de réhabiliter l'entreprise, avant d'envisager une hausse du Salaire national minimum garanti (SNMG), en réponse à une question sur les augmentations salariales annoncées à l'occasion des festivités du 1^{er} Mai. «Si on n'a pas osé de parler du SNMG, on n'a pas aussi osé de mettre l'entreprise au cœur du débat. Dans ce contexte, une hausse du SNMG sans que l'entreprise ne soit mise au cœur du débat veut dire que nous allons encore entrer dans une spirale inflationniste (...), a-t-il fait remarquer. A chaque fois qu'on augmente les salaires, la demande sera ristournée par les travailleurs au bout de six mois. Ce n'est pas normal, c'est un cercle vicieux. Pour freiner l'inflation, nous devons agir à travers l'entreprise et pas autrement.» Dans son intervention radiophonique, M. Takjout a souligné que la question de l'entreprise «est importante». «Il faut faire de la pédagogie auprès des travailleurs. Il faut gagner la bataille de la productivité. Une entreprise publique n'est pas une administration mais une entreprise à caractère commercial qui doit gagner de l'argent. On ne devient pas un pays à économie ouverte comme ça, avec du discours», a-t-il dit. Il a, à ce propos, rappelé les propos qu'il a tenus, à la Maison du peuple, le 1^{er} Mai dernier, en présence du président de la République et qui vont dans le sens d'une réhabilitation de l'entreprise en Algérie, qu'elle soit publique ou privée. «Le président de la République a la volonté de

relancer l'économie. C'est clair. Et c'est à nous de traduire cette volonté sur le terrain», a-t-il dit. Au sujet des entreprises publiques déstructurées et de l'opportunité ou non d'aller vers une ouverture du capital de certaines d'elles, M. Takjout a répondu : «Il faut avoir des neurones et du courage pour poser cette question sur la table». Relancé par rapport à l'augmentation du SNMG, le secrétaire général de l'UGTA a indiqué qu'il faut «donner un sens» à cette augmentation. «Si je ne parle pas beaucoup de l'augmentation du SNMG, ce n'est pas parce que cette question n'est pas importante. Je considère qu'il ne faut pas que cela soit un coup d'épée dans l'eau, a-t-il prévenu. Il faut lui donner du sens. Le mieux, est d'avoir une économie qui avance pour que le volet social puisse également évoluer avec elle.» Abordant la proposition de réadapter les outils du dialogue social à travers la création du Conseil national du travail, l'orateur a fait savoir que le rôle de cet organisme consistera, entre autres, à pallier les problèmes inhérents aux conflits sociaux et au phénomène de l'informel. «Nous défendons le principe d'un Conseil indépendant qui dégage des propositions et qui les soumet au gouvernement pour une prise de décision sur une base consensuelle. Cet espace de concertation peut aussi régler, partiellement, le problème de l'informel», a-t-il ajouté. «C'est une piste qu'il faudrait explorer», a-t-il poursuivi, avant de donner son point de vue quant à une baisse de l'impôt sur le revenu global (IRG), notamment pour les retraités. «On allons-nous trouver les fonds nécessaires pour procéder aux compensations financières qui vont découlent de cette décision. Quelle sera la portée de revoir l'IRG à la baisse ?» s'est-il interrogé, prônant une approche qui tranche avec le «style populiste» longtemps en vogue et appelant à préserver «les grands



équilibres budgétaires». Sur la question de la retraite proportionnelle et sans condition d'âge, le SG de l'UGTA s'est dit convaincu de la nécessité d'«engager une réflexion» sur cette revendication socioprofessionnelle. Pourquoi certains sollicitent de partir à la retraite avant 60 ans ? Pourquoi d'autres veulent continuer au-delà de l'âge légal ? Comment expliquer le fait que certaines personnes sont pressées de quitter le monde du travail ? Pour Amar Takjout, un «diagnostic exhaustif» doit être posé pour répondre objectivement à toutes ces questions. «La prise en charge du volet relatif à la santé mentale au travail a été l'une des questions posées au président de la République lors de la rencontre du 1^{er} Mai, a-t-il d'ailleurs rappelé. Dans ce sillage, le premier responsable de la Centrale syndicale a estimé que le dossier des métiers pénibles doit être de nouveaux débats.

«La pénibilité au travail est une réalité. Il y a des situations qui détruisent la santé, d'où, selon lui, tout l'intérêt que revêt la Conférence sur la santé mentale que compte organiser prochainement l'UGTA et à laquelle devraient être conviés des sociologues, psychologues, médecins du travail et les responsables des caisses sociales. Revenant sur l'application de l'IRG aux pensions de retraite, M. Takjout a affirmé qu'il s'agit d'une «deuxième taxation». «On peut envisager une contribution des retraités au Trésor public mais pas de la même manière que les actifs», a-t-il suggéré. L'invité de la rédaction de la Radio a, par ailleurs, appelé «à reformer» le système régissant le fonctionnement des Inspections du travail. «L'Inspection du travail doit disposer de plus de prérogatives pour qu'elle soit à même d'être l'interface aussi bien du syndicat que de l'employeur», a-t-il proposé. **M. Abdelkrim**

CENTRE NATIONAL ALGÉRIEN DES SERVICES NUMÉRIQUES

Il sera fin prêt en 2025

Avec la concrétisation du projet du Centre national algérien des services numériques d'ici un an, l'Algérie franchira une étape majeure dans sa transformation numérique. Annoncée pour les 9 prochains mois à Alger et dans un an à Blida, cette infrastructure d'envergure vise à révolutionner l'administration publique et à asseoir la souveraineté numérique du pays. Porté par de multiples services innovants comme l'interopérabilité des systèmes d'information ou un portail centralisé des services publics, ce chantier devrait catalyser la transition vers un État plus efficient et entièrement connecté.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Le paysage numérique de l'Algérie s'apprête à connaître une transformation majeure avec la finalisation prochaine du Centre national algérien des services numériques. Un tournant historique dans la digitalisation du pays. L'annonce a été faite par la ministre de la Numérisation, Meriem Benmouloud, lors de la Journée d'étude sur l'importance de ce centre, organisée hier lundi au Centre international des conférences (CIC) à Alger.

Selon elle, le premier centre national sera opérationnel dans

la commune de Mohammedia à Alger dans un délai de 9 mois, tandis que le deuxième centre, implanté dans la commune de Blida, sera prêt dans 12 mois. Ce projet, piloté par le Haut-Commissariat de la numérisation en collaboration avec la société chinoise Huawei Consortium, vise à catalyser la transformation numérique, à moderniser la gestion et à renforcer la souveraineté numérique de l'Algérie.

Qualifiant le projet de «premier du genre» en termes d'ambition, de taille et de technologie, Benmouloud précise que ce centre est identifié comme un pilier



Meriem Benmouloud, ministre de la Numérisation.

essentiel de la transition numérique nationale, étant bien plus qu'un simple centre de données ou une infrastructure. «Son cœur sera le système d'information national qui sera inclus dans ce projet, intégrant diverses solutions et services numériques», dit-elle. Le Centre national algé-

rien des services numériques promet ainsi de révolutionner la prestation des services publics et de renforcer la compétitivité numérique du pays. Parmi les solutions phares, figure la plateforme d'interopérabilité des systèmes d'information sectoriels, facilitant l'échange de données

entre les différents secteurs. De plus, la mise en place du portail national des services numériques offrira aux citoyens un accès simplifié à une gamme complète de services publics.

La ministre annonce également que 40 services publics, couvrant divers secteurs comme l'état civil, entièrement numérisés, seront inclus dans les 12 prochains mois. La première phase, prévue dans les neuf mois suivants, comprendra 14 services, suivis de 26 autres dans la seconde phase. Ces services favoriseront l'égalité d'accès à l'information, la transparence et la lutte contre la bureaucratie.

Elle mentionne d'autres solutions numériques, notamment le développement d'une base de données nationale des services numériques, permettant d'intégrer des technologies avancées telles que le Big Data et l'intelligence artificielle, qui devraient note-t-elle «contribuer à rationaliser les politiques publiques et faciliter la prise de décision».

Ry. N.

AMAR TAKDJOUT :

«Ce que j'ai proposé au Président Tebboune»

Le secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens fait part de propositions faites au président de la République lors de la célébration de la Journée internationale des travailleurs.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Amar Takdjout qui intervenait, hier lundi sur les ondes de la chaîne III de la Radio nationale, a, en effet, évoqué les discussions qu'il a eues avec le président de la République qui avait honoré, mercredi dernier, la centrale syndicale en tenant un discours de plus d'une heure en son siège mythique.

Et de faire part de propositions faites au chef de l'État tournant autour de la «vie quotidienne des travailleurs. Car, la vie sociale et le pouvoir d'achat ne se résument pas seulement au seul volet des augmentations de salaires», a-t-il précisé. Des propositions dont, a cité Takdjout, celle portant création d'un Conseil national du travail, comme mécanisme permettant d'arbitrer certaines situations conflictuelles. «Ce conseil sera composé de la confédération syndicale patronale et des représentations syndicales pour faire évoluer les lois liées au travail, l'anticipation sur les conflits et qui permettra de ne pas recourir

systématiquement à la justice lors d'un conflit, sachant que, dans beaucoup de cas, les décisions de justice ne sont pas appliquées et ne profitent pas aux travailleurs», a-t-il expliqué.

Le patron de l'UGTA a cité aussi la proposition portant «prolongation du congé de maternité pour les parturientes dont les enfants sont victimes de malformations lors d'un accouchement» pour, a-t-il argué, «soulager un tant soit peu le quotidien de ces femmes».

Des propositions qui, selon Takdjout, auraient suscité un «accord de principe» du président de la République qui a été également sollicité sur la question liée au travail à mi-temps pour les personnes atteintes de maladies chroniques et de cancer pour permettre, explique-t-il, à ces personnes de «mieux se soigner et leur faciliter la prise en charge».

Sur un autre plan, le premier responsable de la centrale syndicale affirme avoir plaidé auprès du chef de l'État la révi-



Amar Takdjout, SG de l'UGTA.

sion du Code du travail dont, selon lui, «des choses méritent d'être revues».

Ce pourquoi il a fait part de «discussions pour installer une commission pour aller dans ce sens» et d'une invitation faite à «tous les syndicats à venir s'asseoir autour d'une même table pour discuter, avancer ensemble et trouver un mécanisme consensuel qui devra être soumis aux pouvoirs publics».

Aussi, le secrétaire général

de l'UGTA a considéré le dialogue social comme la «clé de voûte qui permet de régler tous les problèmes et les conflits, d'anticiper sur certaines situations et de faire évoluer les lois régissant le monde du travail», non sans saluer dans la foulée, l'engagement du président de la République à asseoir un dialogue social.

Il considère que la Tripartite constitue une «bouffée d'espoir pour tout le monde. Aujourd'hui, il est important de

retrouver la ligne de conduite et instaurer la culture du dialogue».

Takdjout a fait part d'une rencontre la veille dimanche, avec des syndicats qui a débouché sur la mise en place de commissions pour réfléchir à l'organisation interne d'un syndicat pour changer les mentalités et les méthodes d'un syndicat, parce qu'il y a aussi des résistances au changement».

M. K.

توصيات ملتقى التجارة والاستثمار بإفريقيا التأكيد على أهمية الدور المحوري الذي تقوم به الجزائر كقطب إقليمي

كالمطريق العابر للصحراء الكبرى ومطريق الغاز الرابط بين نيجيريا والجزائر والمطريق الرابط بين الجزائر وموريتانيا.

من جانب آخر، أكد المشاركون في الملتقى على ضرورة أن تسعى الدول الإفريقية بالتعاون مع الهيكل والمؤسسات القارية، لاستكمال مراحل بناء السوق الإفريقية المشتركة التي ستمثل في العقود المقبلة أكبر سوق عالمي، مشيرين إلى "الفرص الهامة التي يمثلها ذلك بالنسبة للدول الإفريقية للرفع من كفاءة اقتصادياتها وتأهيل قطاعاتها الإنتاجية".

كما دعا المشاركون إلى "رفع العراقيل الإدارية والقانونية أمام السلع والاستثمارات الإفريقية"، والتي يجب أن تحظى بـ"الأولوية" للرفع من درجات الاندماج الاقتصادي، لكي "تتحول اتفاقية التجارة الحرة لإفريقيا إلى محرك أساسي للتكامل الإقليمي، قادر على جعل القارة مركزاً دولياً أساسياً للتجارة والاستثمار، يكرس الرخاء المشترك".

وتضمنت التوصيات، أيضاً، ضرورة إعادة تنظيم منظومة التعليم على المستوى الإفريقي، بحيث تكون قادرة على مواكبة التطورات الحاصلة في مجال التكنولوجيا والذكاء الاصطناعي، وعلى إكساب المجتمعات قدرات الإبداع والتجديد، مع الرفع من كفاءة الفرد في المجال المقاولاتي.

وفي نفس السياق، أوصى المشاركون بضرورة بحث منصة متابعة، يتم تكوينها من خبراء ومختصين في مجالات اهتمام المركز العربي الإفريقي للاستثمار والتنمية، وتشكيل مجلس علمي يعمل كخلفية توجيه استراتيجية وتحرض على صياغة المقترحات ومتابعة التوصيات وضبط البرامج ومحاور الدورات المقبلة للملتقى الإفريقي للتجارة والاستثمار.

ق. 10

● توجت الطبعة العاشرة لملتقى التجارة والاستثمار بإفريقيا التي اختتمت أشغالها بالجزائر العاصمة، بجولة من التوصيات، أبرز من خلالها المشاركون أهمية الدور المحوري للجزائر في مسار الاندماج الاقتصادي القاري، فيما أكد رئيس المركز العربي الإفريقي للاستثمار والتنمية، أمين بوطالبي، على أهمية مساهمة هذه التظاهرة في ترقية الاستثمار والتجارة بين الدول الإفريقية، موضحاً أنه تم بالمناسبة التوقيع على أكثر من 60 اتفاقية.

وسجل المشاركون في هذا الملتقى الذي نظمه المركز العربي الإفريقي للاستثمار والتنمية يومي 4 و5 ماي الجاري تحت شعار "المطريق إلى إفريقيا"، أهمية الدور المحوري الذي تقوم به الجزائر كقطب إقليمي يمكنه أن يلعب أدواراً أساسية في البناء الإفريقي الجديد.

وتستمد الجزائر، حسب البيان الختامي المتضمن لتوصيات الملتقى، هذا الدور من "موقعها الجغرافي المميز وعلاقاتها التاريخية المثبتة مع الدول الإفريقية من جهة، ومع باقي الدول والتكتلات الإقليمية والدولية من جهة أخرى، ومن حيث إمكاناتها الاقتصادية المعتبرة، لاسيما في المجال الطاقوي وفي مجال البنية الأساسية واللوجستية".

وأوصى المشاركون بضرورة "اعتماد رؤية استراتيجية شاملة للتنمية الاقتصادية بإفريقيا"، مثنين سعي عديد الدول الإفريقية نحو اعتماد برامج الانتقال الرقمي والتأقلم مع التحولات التكنولوجية وتوظيف الذكاء الاصطناعي لتطوير القطاعات الاقتصادية.

كما تم التشديد على "دعم المشاريع الكبرى القارية التي تمثل الجزائر أحد ركائزها الرئيسية، باعتبارها البوابة الإفريقية لتدفقات الاستثمار الدولي،



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger